

3° in § 1, eerste lid, wordt, in de Franse versie, het woord "pourcents" vervangen door de woorden "pour cent" en, in de Nederlandse versie, wordt de afkorting "t.h." telkens vervangen door het woord "procent";

4° in § 1 wordt het tweede lid opgeheven;

5° in § 2, eerste lid, worden de woorden "80.000 euro" vervangen door de woorden "70.000 euro";

6° in § 2, tweede en derde leden, worden de woorden "60.000 euro" telkens vervangen door de woorden "50.000 euro";

7° in § 2 wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het derde lid opgeheven.

Art. 8. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit is niet van toepassing op de steunaanvraag die vóór de inwerkingtreding ervan bij de Administratie is ingediend.

Namen, 30 september 2022.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206792]

30 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière de transmission d'entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Économie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, articles 6, § 1^{er}, alinéa 3, 1°, § 2, alinéa 2, 7, § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, article 5, alinéa 1^{er}, 1°, 4° et 6°;

Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière de transmission d'entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26/07/2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30/08/2022;

Vu le rapport du 02/09/2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 31 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière de transmission d'entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3, 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° la SOWALFIN Transmission : le pôle de sensibilisation et d'accompagnement à la transmission d'entreprises, logé au sein de la société anonyme Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises ou de toute autre entité juridique amenée à lui succéder; ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Les aides visées par le présent arrêté concernent » sont remplacés par les mots « L'aide visée par le présent arrêté concerne »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette thématique est couverte par le chèque « transmission »;

3° dans la phrase liminaire de l'alinéa 3, les mots « les chèques de la thématique « transmission d'entreprises » ont » sont remplacés par les mots « le chèque de la thématique « transmission d'entreprises » a »;

4° dans l'alinéa 3, le 2° est abrogé.

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par le 5° rédigé comme suit :

" l'attestation de la SOWALFIN Transmission. »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'attestation visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, confirme l'éligibilité de la prestation par rapport au projet de transmission et à sa valeur ajoutée, expliquée à l'article 3, alinéa 2, du décret du 21 décembre 2016. Cette attestation porte également sur les prestations ultérieures, relatives à une demande de chèque « transmission », liées au même projet de transmission. ».

Art. 4. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « les chèques » sont remplacés par les mots « le chèque ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des chèques de la thématique « transmission », seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence et d'un centre d'avis spécifique, peuvent réaliser les prestations pour ces chèques » sont remplacés par les mots « du chèque de la thématique « transmission d'entreprises », seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence et d'un centre d'avis spécifique, peuvent réaliser les prestations pour ce chèque. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cadre du chèque de la thématique « transmission d'entreprises », le centre d'avis spécifique est entendu comme le Comité éthique de la SOWALFIN. ».

Art. 7. L'intitulé du chapitre II du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Chèque « transmission » ».

Art. 8. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les types de coûts admissibles au travers du chèque « transmission » sont les coûts relatifs à un ensemble de prestations liées à une préparation d'un processus de cession ou de reprise et à un accompagnement de ce processus. »;

b) dans la phrase liminaire de l'alinéa 2, les mots « diagnostic cession ou reprise peuvent notamment consister » sont remplacés par les mots « chèque « transmission » peuvent consister »;

c) dans l'alinéa 2, 1°, le mot « un » est inséré entre le « 1° » et le mot « diagnostic »;

d) dans l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« des recommandations stratégiques ou plans d'actions; »;

e) dans l'alinéa 2, 3°, le mot « une » est inséré entre le « 3° » et le mot « valorisation »;

f) dans l'alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« un conseil juridique, excepté le conseil fiscal; »;

g) dans l'alinéa 2, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« la recherche de contreparties; »;

h) l'alinéa 2 est complété par les 6°, 7°, 8° et 9° rédigés comme suit :

« 6° un conseil au processus de négociation;

7° l'établissement de conventions de cession;

8° l'établissement d'audits financiers, sociaux ou environnementaux;

9° l'établissement d'un plan d'affaires ou d'un plan financier de reprise et la recherche de financement. »;

i) est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Figurent également au titre des coûts admissibles les coûts relatifs à l'accompagnement stratégique et les conseils en gestion à destination du repreneur durant une période post-reprise de trois ans maximum, à compter de la date de la signature de la convention de cession. ».

Art. 9. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « 7.000 euros » sont remplacés par les mots « 15.000 euros »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La prestation est réalisée dans les neuf mois à dater de la recevabilité du dossier. ».

Art. 10. L'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 11. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté ne s'applique pas à la demande d'aide soumise à l'Administration avant l'entrée en vigueur de celui-ci.

Namur, le 30 septembre 2022.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206792]

30. SEPTEMBRE 2022 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Unternehmensübertragung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 6 § 1 Absatz 3 Ziffer 1°, § 2 Absatz 2, 7, § 2 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, Absatz 1, Ziffer 1°, 4° und 6°;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Unternehmensübertragung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des am 26. Juli 2022 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. August 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 02. September 2022;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 31. August 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung zur Teilausführung im Bereich der Unternehmensübertragung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio erhält Ziffer 6° folgende Fassung:

“6° die “SOWALFIN Transmission”: der Pol für Sensibilisierung und Begleitung bei der Übertragung von Unternehmen, der bei der Aktiengesellschaft “Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises” oder jeder anderen juristischen Person, die ihr nachfolgt, eingegliedert ist;

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Die im vorliegenden Erlass genannten Beihilfen betreffen” durch die Wörter “Die im vorliegenden Erlass genannte Beihilfe betrifft” ersetzt;

2° Absatz 2 erhält folgende Fassung:

“Dieses Themenfeld wird durch den Scheck “Übertragung” abgedeckt;

3° In dem einleitenden Satz von Absatz 3 werden die Wörter “ist es Ziel der Schecks aus dem Themenfeld “Unternehmensübertragung”,” durch die Wörter “ist es Ziel des Schecks aus dem Themenfeld “Unternehmensübertragung”,” ersetzt;

4° in Absatz 3 wird Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird um eine Ziffer 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“die Bescheinigung der “SOWALFIN Transmission”.”;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Die in Absatz 1, Ziffer 5° genannte Bescheinigung bestätigt die Anspruchsberechtigung der Leistung in Bezug auf das Übertragungsprojekt und seinen Mehrwert, der in Artikel 3, Absatz 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 erläutert wird. Diese Bescheinigung bezieht sich auch auf spätere Leistungen, die sich auf einen Antrag auf einen Scheck “Übertragung” beziehen und mit demselben Übertragungsprojekt zusammenhängen. ».

Art. 4 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter “den Schecks” durch die Wörter “dem Scheck” ersetzt.

Art. 5 - Artikel 7 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "der Schecks aus dem Themenfeld "Übertragung" betrifft, dürfen nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums und eines spezifischen Beratungszentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen für diese Schecks" durch die Wörter "des Schecks aus dem Themenfeld "Übertragung" betrifft, dürfen nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums und eines spezifischen Beratungszentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen für diesen Scheck" ersetzt. »;

2° Absatz 2 erhält folgende Fassung:

"Im Rahmen des Schecks aus dem Themenfeld "Unternehmensübertragung" ist unter "spezifischem Beratungszentrum" der Ethikausschuss der SOWALFIN zu verstehen. "

Art. 7 - Die Überschrift des Kapitels II desselben Erlasses erhält folgende Fassung:

"Scheck "Übertragung"".

Art. 8 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 erhält folgende Fassung:

"Die Kosten, die mittels des Schecks "Übertragung" beihilfefähig sind, sind solche, die sich auf eine Reihe von Leistungen in Verbindung mit der Vorbereitung im Rahmen eines Abtretungs- oder Übernahmeverfahrens und einer Betreuung im Rahmen dieses Verfahrens beziehen.;"

b) in dem einleitenden Satz von Absatz 2 werden die Wörter "der Diagnose Abtretung bzw. Übernahme für die Beihilfe in Betracht kommenden Leistungen" durch die Wörter "des Schecks "Übertragung" für die Beihilfe in Betracht kommenden Leistungen" ersetzt;

c) in Absatz 2, Ziffer 1° wird das Wort "eine" zwischen der Ziffer "1°" und dem Wort "Diagnose" eingefügt;

d) in Absatz 2 wird die Ziffer 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"strategische Empfehlungen oder Aktionspläne;

e) in Absatz 2, Ziffer 3 wird das Wort "eine" zwischen der Ziffer "3°" und dem Wort "Bewertung" eingefügt;

f) in Absatz 2 wird die Ziffer 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"eine Rechtsberatung, mit Ausnahme der Steuerberatung;"

g) in Absatz 2 wird die Ziffer 5 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"die Suche nach Gegenleistungen;"

h) Absatz 2 wird mit den Punkten 6°, 7°, 8° und 9° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

6° eine Beratung zum Verhandlungsprozess;

7° die Erstellung von Abtretungsverträgen;

8° die Durchführung von Finanz-, Sozial-, oder Umweltaudits;

9° die Erstellung eines Geschäftsplanes oder eines Finanzplanes für die Übernahme und die Suche nach Finanzierung.»;

i) er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Zu den beihilfefähigen Kosten gehören ebenfalls die Kosten in Bezug auf die strategische Betreuung und die betriebswirtschaftliche Beratung des Übernehmers während einer Periode direkt nach der Übernahme von maximal drei Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung der Abtretungsvereinbarung. "

Art. 9 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge "7.000 Euro" durch die Wortfolge "15.000 Euro" ersetzt.

2° Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Die Leistung wird innerhalb von zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht. ».

Art. 10 - Artikel 11 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 11 - Artikel 12 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 13 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 13 - Artikel 14 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf Beihilfenanträge, die vor seinem Inkrafttreten bei der Verwaltung eingereicht wurden.

Namur, den 30. September 2022

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206792]

30 SEPTEMBER 2022. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake ondernemingsoverdracht, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, inzonderheid op de artikelen 6, § 1, lid 3, 1°, § 2, lid 2, 7, § 2, lid 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, inzonderheid op artikel 5, lid 1, 1°, 4° en 6°;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake ondernemingsoverdracht, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juli 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 augustus 2022;

Gelet op het verslag van 2 september 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 31 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake ondernemingsoverdracht, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille wordt punt 6° vervangen als volgt:

"6° "SOWALFIN Transmission": de bewustmakings- en ondersteuningskern voor ondernemingsoverdracht, ondergebracht in de naamloze vennootschap "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen) of een andere juridische entiteit die haar zou kunnen opvolgen;"<0

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden, in de Franse versie, de woorden "Les aides visées par le présent arrêté concernent" vervangen door de woorden "L'aide visée par le présent arrêté concerne";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Die thematiek wordt gedekt door de cheque "overdracht";

3° in de inleidende zin van het derde lid worden de woorden "hebben de cheques met betrekking tot de thematiek "overdracht van ondernemingen" vervangen door de woorden "heeft de cheque met betrekking tot de thematiek "overdracht van ondernemingen";

4° in het derde lid wordt punt 2° opgeheven.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"het attest van "SOWALFIN Transmission".";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

"Het attest, bedoeld in paragraaf 1, 5°, bevestigt het in aanmerking komen van de prestatie met betrekking tot het overdrachtproject en de toegevoegde waarde ervan, toegelicht in artikel 3, tweede lid, van het decreet van 21 december 2016. Dit attest heeft ook betrekking op latere diensten in verband met een aanvraag voor een "overdrachtcheque", gekoppeld aan hetzelfde overdrachtproject.

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "de cheques" vervangen door de woorden "de cheque".

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "mogen enkel, voor de in aanmerking komende kosten van de cheques in verband met de thematiek "overdracht", de dienstverleners die door de "SPW EER" gelabeld zijn, na advies van het referentiecentrum en van een specifiek adviescentrum, de dienstverleningen in verband met deze cheques uitvoeren" vervangen door de woorden "mogen enkel, voor de in aanmerking komende kosten van de cheque in verband met de thematiek "overdracht van ondernemingen", de dienstverleners die door de "SPW EER" gelabeld zijn, na advies van het referentiecentrum en van een specifiek adviescentrum, de dienstverleningen in verband met deze cheque uitvoeren.";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"In het kader van de cheque in verband met de thematiek "overdracht van ondernemingen" wordt het specifiek adviescentrum verstaan als het ethisch comité van SOWALFIN."

Art. 7. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Cheque "overdracht"".

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"De types in aanmerking komende kosten via de cheque "overdracht" zijn de kosten in verband met een reeks prestaties ter voorbereiding van een overdrachts- of overnameproces en ter ondersteuning van dit proces.";

b) in de inleidende zin van het tweede lid worden de woorden "de diagnose afstand of overname, met name bestaan uit" vervangen door de woorden "de cheque "overdracht", met name bestaan uit";

c) in het tweede lid, 1°, wordt, in de Franse versie, het woord "un" ingevoegd tussen "1°" en het woord "diagnostic";

d) in het tweede lid wordt punt 2° vervangen als volgt:

"2° strategische aanbevelingen of actieplannen";

e) in het tweede lid, 3°, wordt, in de Franse versie, het woord "un" ingevoegd tussen "1°" en het woord "valorisation";

f) in het tweede lid wordt punt 4° vervangen als volgt:

"° een juridisch advies (uitgezonderd fiscaal advies);";

g) in het tweede lid wordt punt 5° vervangen als volgt:

"het zoeken naar tegenpartijen";

h) het tweede lid, wordt aangevuld met de punten 6°, 7°, 8° en 9°, luidend als volgt :

6° een advies over het onderhandelingsproces;

7° het opstellen van afstandsovereenkomsten;

8° het opstellen van financiële, sociale of milieuaudits;

9° het opstellen van een ondernemingsplan of financieel plan voor de overname en het zoeken naar financiering.";

i) wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De in aanmerking komende kosten omvatten ook de kosten in verband met de strategische begeleiding en het beheersadvies voor de overnemer tijdens een periode na de overname van maximaal drie jaar vanaf de datum van ondertekening van de afstandsovereenkomst."

Art. 9. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "7.000 euro" vervangen door de woorden "15.000 euro";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"De prestatie wordt binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd."

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit is niet van toepassing op de steunaanvraag die vóór de inwerkingtreding ervan bij de Administratie is ingediend.

Namen, 30 september 2022.